

autres, parce que je suis convaincu que nos cultivateurs seront plus heureux sur des terres de moindre superficie.

A l'avenir, la culture du grain se fera avec succès dans les pays où le prix de revient sera le moins élevé. Sous ce rapport nous avons de nombreux avantages dans l'Ouest canadien, tels que des terres à bon marché, un climat convenable, et le sol le plus propice de l'univers pour la production du blé. En ce qui concerne les conditions naturelles, rien ne peut empêcher l'Ouest de continuer d'être une région remarquable pour la culture du blé, mais, les frais onéreux de transport, les taux d'intérêt élevés, et, qu'on me permette de le dire, les droits de douane onéreux, sont au détriment de la prospérité de ce territoire.

Le très honorable sir GEORGE E. FOSTER: Puis-je poser une autre question?

L'honorable M. FORKE: Certainement.

Le très honorable sir GEORGE E. FOSTER: J'ai eu une réponse si fructueuse à ma dernière question que je suis porté à abuser de la patience de mon honorable ami. Je désirerais connaître ses vues sur la concurrence que feront les fermes du gouvernement des soviets en Russie. Si je comprends bien, il y a dans ce pays des terres de 250,000 acres exploitées d'après les méthodes les plus modernes et dirigées avec la plus haute efficacité. Si cette exploitation agricole réussit, quelle en sera la conséquence pour nos cultivateurs de l'Ouest?

L'honorable M. FORKE: Si nos fermes étaient subdivisées en terres de moindre étendue et si la culture était plus intensive, le blé n'aurait pas la même importance que sur les grandes fermes. Le cultivateur qui exploiterait son industrie sur une moindre échelle produirait une foule d'articles pour sa propre famille, de sorte qu'il ne dépendrait pas tant du succès de sa récolte de blé. La culture du blé, que ce soit en Russie ou ailleurs, est, dans une grande mesure, une spéculation. Ceux qui cultivent des terres moins étendues et récoltent des produits plus variés sont dans une meilleure situation que les grands producteurs de blé dans l'Ouest. L'expérience de ces dernières années a montré les désavantages des terres considérables dans l'Ouest. Nombre de mes honorables collègues se rappellent, j'en suis sûr, qu'on a déjà tenté d'exploiter de vastes terres, qui devaient rapporter d'énormes revenus, et faire disparaître les petites fermes. Eh bien! en général, ce sont ces dernières qui ont le mieux résisté.

Mes observations sont dictées par ma propre expérience, et je puis me tromper, mais je me demande comment les grandes fermes mécanisées vont transformer le pays, comme plusieurs le croient. Ce serait malheureux

pour le Canada si cela arrivait. Les honorables sénateurs peuvent-ils se représenter une ferme de plusieurs milliers d'acres surveillée par un seul homme, alors que le travail est exécuté par plusieurs employés? Une terre comme celle-là serait-elle préférable à cent autres plus petites exploitées par des propriétaires indépendants, dont les familles auraient appris à apprécier les avantages de l'indépendance et de la liberté? Nous savons ce qui est arrivé aux agriculteurs et aux producteurs de blé des Etats-Unis et de l'Australie. Leur expérience devrait nous guider.

Le très honorable sénateur (très honorable sir George E. Foster) a mentionné la Russie. Voici ce que je lis dans un journal:

Quelques-unes des fermes sont très vastes. L'une de celles qu'a mentionnées l'enquêteur emploie 460 tracteurs qui fonctionnent jusqu'à seize heures par jour. Les semailles ont requis 2,500 hommes durant neuf jours, et il faut 6,000 hommes pour la récolte. Les employés vivent sous des tentes et sont nourris dans des fourgons.

Il se peut que la concurrence russe soit sérieuse durant quelques années, mais elle aura une fin, parce que je ne crois pas que la politique de ce pays soit économiquement sage. Quel va être le sort de tous ces hommes le reste de l'année?

Quelques mots, maintenant, au sujet de l'immigration et du chômage. Je n'ai pas d'excuses à offrir en ce qui concerne mon administration du département de l'Immigration lorsque j'étais à la tête de ce ministère, et je tairais les observations que je vais faire si la mémoire de l'homme, des politiciens surtout, n'était pas si courte. C'est peut-être heureux pour ceux-ci. En 1926 tout le pays demandait des immigrants à grands cris.

Plusieurs maires, manufacturiers et journaux qui condamnent si fortement l'immigration aujourd'hui disaient alors que le Canada avait besoin d'immigrants pour nous aider à acquitter nos impôts et alimenter les chemins de fer. Je crois que les seuls qui n'ont pas eu grand-chose à dire à ce sujet ont été les ouvriers et les agriculteurs. On exigeait une immigration plus active, et, durant quelque temps, le nombre des nouveaux sujets fut plus considérable.

Que les honorables sénateurs me pardonnent d'offrir une remarque personnelle. J'ai fait deux voyages jusqu'au littoral du Pacifique; j'ai eu des entrevues avec les gouvernements des quatre provinces de l'Ouest, et j'ai appris que la demande pour le travail agricole, avait à peu près atteint son point culminant. En 1928, j'ai fait adopter un règlement en vertu duquel le nombre des immigrants du centre et de l'est de l'Europe devait être restreint à 30 p. 100 de celui de l'année précédente. Si les honorables séna-